

— Décret n° 97-1158 du 17 décembre 1997 précisant les modalités d'application du 19 bis du II de l'article 125-0A du 9° du III bis de l'article 125 A, des articles 242 <i>ter</i> et 990 A du CGI et modifiant l'annexe III de ce code	188
— Décret n° 97-1168 du 22 décembre 1997 pris pour l'application de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation	190
— Décret n° 97-1227 du 26 décembre 1997 portant modification du régime fiscal du bénéficiaire consolidé	190
— Arrêté du 29 décembre 1997 fixant la liste des actions des sociétés françaises inscrites au relevé quotidien du hors cote prévu à l'article R. 75.OH du Code Général des Impôts	191
— Arrêté du 1 ^{er} décembre 1997 portant homologation d'un règlement de la Commission des Opérations de Bourse	192
— Arrêté du 19 janvier 1998 portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des marchés financiers	193
— Avis du 2 décembre 1997 relatif à la privatisation de la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne	205
— Circulaire du 26 janvier 1998 n° Crim-98 1/F1 relative au premier bilan de l'application des dispositions du nouveau Code pénal concernant la responsabilité pénale des personnes morales	206
— Décision CE n° 97-761 du 5 novembre 1997 portant approbation d'un mécanisme de soutien à la création d'entreprises conjointes transnationales pour des PME dans la communauté	213

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Droit des sociétés : actionnaires minoritaires, protection, société non contrôlée majoritairement, acquéreur d'un bloc de contrôle, modalités de l'opération de garantie des cours, recommandation COB, procédures des offres publiques obligatoires	215
Associations : responsabilité pénale des associations, situation des dirigeants	216
Droit fiscal : rachat par une société de ses propres titres, plus-values, régime fiscal	217
Droit fiscal : impôt sur les sociétés, contribution annuelle temporaire, société mère, ensemble des sociétés du groupe, calcul	217

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	219
Bibliographie thématique : les flux financiers intra-groupe	223
Actualités bibliographiques	227
Sélection d'ouvrages et de monographies	237
Thèses de doctorat	238

VII. — INFORMATIONS

I. — Statistiques sur les groupes de sociétés	239
II. — Rapport du Conseil national du crédit sur les problèmes juridiques liés à la dématérialisation des moyens de paiement et des titres	239

~ ~ FEB 2001

Γ c j	
Cat	
Clas.	

C.P.P.A.P. N° 58.325

Le directeur de la publication : Charles VALLÉE

AUBIN IMP. - 86240 Ligugé
I.G.S. - CHARENTE PHOTOGRAVURE - 16340 L'Isle-d'Espagnac
Dépôt légal : mai 1998

TABLE DES MATIÈRES

N° 1-1998

I. — DOCTRINE

- Les véritables enjeux du débat sur « le gouvernement de l'entreprise », par Philippe BISSARA 5
- La dissolution pour mésentente entre associés, par Haritini MATSOPOULOU 21
- Expertise de gestion et principe du contradictoire, par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER 45

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Comptes sociaux, publicité, sanctions, personnes ayant qualité pour demander l'application des sanctions, tiers, CJCE 5^e ch. 4 déc. 1997, note Yves GUYON 63
- Société créée de fait, apport d'influence, apport en industrie, Cass. 1^{re} civ. 16 juill. 1997, note Raymonde BAILLOD 71
- Commissaire aux comptes, honoraires, litige portant sur les modalités de versement, compétence de droit commun, Cass. com. 16 déc., observations Yves GUYON 74

II. — Sociétés à responsabilité limitée

- Société à responsabilité limitée, gérant, action en justice, délégation de pouvoir (oui), Cass. 2^e civ. 22 oct. 1997, note Yves CHARTIER .. 76

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

● Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON	157
<i>Associations</i> , membre, actions en nullité et en dissolution, recevabilité, abus de minorité, CA Paris, 1 ^{re} ch., 5 déc. 1997	157
<i>Groupement européen d'intérêt économique</i> , dénomination sociale, application cumulative du règlement communautaire et de la législation du lieu du siège, CJCE 5 ^e ch., 18 déc. 1997	158
<i>Sociétés en général</i> , associé, parts, cession, obligation de garantie et de non-concurrence, CA Versailles, 13 ^e ch., 29 nov. 1997	158
<i>Société en général</i> , associé, parts, cession de contrôle, nullité, cause, dol, CA Paris, 2 ^e ch., sect. A, 3 févr. 1998	158
<i>Sociétés en général</i> , dirigeant, dirigeant de fait, délégation, de signature (non), CA Paris, 3 ^e ch., sect. A, 16 déc. 1997	159
<i>SARL</i> , gérant, gérant de fait, salarié, assurance de créances salariales, CA Versailles, 15 ^e Ch., 16 oct. 1997	159
<i>SARL</i> , gérant, révocation, justes motifs, effondrement du chiffre d'affaires, notification de la révocation, CA Paris, 5 ^e Ch., sect. B, 2 oct. 1997	160
<i>Sociétés en général</i> , représentation, connaissance des faits par un préposé, opposabilité à la société, Cass. soc. 30 avr. 1997	160
<i>Valeurs mobilières</i> , démarchage, parts sociales, placement et investissement, CA Paris, 5 ^e ch., sect. B, 19 déc. 1997	161

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Loi n° 97-1026 du 10 novembre 1997 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier	163
— Loi n° 97-1239 du 31 décembre 1997 de finances rectificatives pour 1997	167
— Loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 ..	171
— Décret n° 97-1079 du 24 novembre 1997 pris pour l'application de l'article 1 ^{er} de la loi n° 97-1026 du 10 novembre 1997 portant mesures urgentes à caractère	188

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DAJLOZ

VII. — *Sociétés civiles de placement immobilier*

- Sociétés civiles de placement immobilier, (SCPI), parts sociales, valeurs mobilières (non), démarchage, application de la loi du 28 décembre 1966 red L. 3 janv. 1972, Cass. com. 21 oct. 1997, note François-Xavier LUCAS 117

VIII. — *Associations*

- Association, association sans but lucratif, redressement fiscal, dirigeant de fait, qualification (oui), condamnation (oui), Cass. 2^e civ. 22 déc. 1997, note Philippe REIGNE 125

IX. — *Droit pénal des sociétés*

- 1^o Banqueroute, action publique, mise en mouvement, article 211 de la loi du 25 janvier 1985, plainte avec constitution de partie civile de la partie lésée, irrégularité couverte par l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel
- 2^o Sociétés, sociétés anonymes, abus de biens sociaux, prescription, point de départ, Cass. crim. 5 mai 1997, note Bernard BOULOC 127
- Bourse, bourse de valeurs, opérations, infractions, informations fausses ou trompeuses, constatations suffisantes
- Bourse, bourse de valeurs, opérations, infractions, délit d'initié, justification, invitation au respect de leurs engagements par des actionnaires (non), Cass. crim. 15 mai 1997, note Bernard BOULOC 135
- Incapacité commerciale, violation, gestion de fait d'une société, constatations suffisantes
- Banqueroute, détournement d'actif, état des cessations de paiements, fraude aux droits des créanciers, Cass. crim. 23 oct. 1997, note Bernard BOULOC 141
- Responsabilité pénale, personnes morales, conditions, acte accompli par un organe, usage d'un document inexact, connaissance personnelle de l'inexactitude du document, nécessité, Cass. crim. 2 déc. 1997, note Bernard BOULOC 148

III. — *Sociétés anonymes*

- Sociétés anonymes, conseil d'administration, garantie, autorisation, société concédante, engagement de reprise des biens vendus par la société concessionnaire, L. 24 juill. 1966, art. 98, application (non), Cass. com. 18 mars 1997, note Philippe DELEBECQUE 79
- Expertise de gestion, mandataire *ad hoc*, nomination, portée de sa mission, précision, nécessité (oui), exploitation par le demandeur de tous les autres moyens d'information, nécessité (non), minoritaire, intérêt à agir (oui), exclusion des organes de gestion, Cass. com. 21 oct. 1997, note Philippe DIDIER 82
- Mandat social, contrat de travail, directeur général, directeur général exerçant les fonctions de pharmacien responsable... protocole, fonctions techniques, lien de subordination, Cass. com. 25 nov. 1997, note Bruno PETIT 94

IV. — *Sociétés anonymes à capital variable*

- Société anonyme à capital variable, exclusion d'un associé, clause statutaire excluant le contrôle judiciaire des motifs, clause inopérante, affirmation du contrôle judiciaire des motifs de l'exclusion, Cass. com. 21 oct. 1997, note Bernard SAINTOURENS 99

V. — *Sociétés en participation*

- Société en participation, actes accomplis en qualité d'associé au vu et su des tiers, art. 1872-1, al. 2, C. civ., société en participation constituée pour la coédition d'un livre, rapports entre associés, absence d'engagement du coparticipant à l'égard de l'auteur, Cass. com. 13 janv. 1998, note Paul LE CANNU 103

VI. — *Sociétés civiles immobilières*

- Société civile immobilière, créancier, paiement des dettes sociales, action contre un associé, notion de vaines poursuites, preuve, recherche infructueuse (non), Cass. 3^e civ. 8 oct. 1997, note Jean-François BARBIÈRI 112